16-28 FEVRIER 1950 BI-MENSUEL (Deuxieme année) N° 20

BULLETIN DE L'ASSOCIATION D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS POLITIQUES INTERNATIONALES

# B.E.I.P.I.

Association déclarée
Loi de 1901

354, Rue Saint-Honoré
PARIS-1er

Compte Chèque Postal de l'Association
PARIS 7241-06

SOMMAIRE

CHRONIQUE
*Le Parti Communiste en Pologne* .... 1

ACTUALITE
*En Roumanie : ni bouger, ni partir*.. 5

ETUDE
*Aspects de la lutte Tito-Staline dans la crise du Parti Communiste grec*.. 6

DOCUMENT
*Une prison soviétique en plein Vienne* 8

DANS LES PAYS DU GLACIS SOVIETIQUE
Hongrie : *Les déviations de György Lukacs. — Mathias Rakosi contre les paysans* ..... 9
*Ce que les Hongrois doivent lire dans leur presse. — La police réorganisée devient autonome. — La propagande auprès des femmes*..... 10
Pologne : *La nouvelle bureaucratie*... 10
*Sanctions graves envers la Fédération Syndicale de l'Alimentation. — La mise au pas de l'enseignement*.. 11
Roumanie : *L'utilisation de l'histoire*. 11
*La littérature soviétique est la première. — Le refus des livres russes. — La mobilisation des femmes. — Le régime des loyers* ..... 12
Yougoslavie : *Un procès monstre à Belgrade ?* ..... 12
Tchécoslovaquie : *Des communistes de marque épurés. — Les sociétés par actions ont vécu* ..... 13

LA VIE EN U.R.S.S.
*Ce que sont les élections*..... 14
*Les contrats collectifs en Union Soviétique. — Promenade de la mort en Sibérie.* ..... 15
*Chauvinisme et championnat d'échecs* 16

LE COMMUNISME EN EXTREME-ORIENT
*L'U.R.S.S. contre les Etats-Unis au Japon* ..... 16

## CHRONIQUE

# Le Parti Communiste en Pologne

Le Parti Communiste de Pologne est né le 16 décembre 1918, de la fusion de ce qui restait du Parti Social-Démocrate de Pologne et de Lithuanie avec la fraction du Parti Socialiste, dit « P. P. S. de gauche ». Pendant plusieurs années, le P.C. eut une activité légale. Mais à partir de 1926, il fut obligé d'entrer dans l'illégalité. Il n'a jamais été très populaire auprès des ouvriers ni au cours de son existence légale, ni pendant sa clandestinité.

En 1926, les communistes envoyèrent à la Diète polonaise six députés. Le Parti Socialiste (P.P.S.) comptait à la même époque 64 élus, et les partis paysans 92. Compte tenu des organisations apparentées, polonaises, ukrainiennes ou blanc-russiennes qu'il contrôlait, le P.C. avait 19 députés de son obédience. Lors de son activité illégale — (1926-1938), suivant ses évaluations, le nombre d'adhérents n'a jamais dépassé 20.000.

La faiblesse du rayonnement du P.C. de Pologne avait plusieurs raisons :

A. — *Raisons Idéologiques.* — Le Parti, influencé par Rosa Luxembourg, était hostile au nouvel Etat Polonais. Il n'avait pas encore acquis la manière léniniste-staliniste de camoufler cette hostilité par la phraséologie patriotique. Or, les travailleurs polonais, profondément patriotes se défiaient de l'attitude communiste ; d'autre part, témoins du développement du nationalisme en U.R.S.S., ils identifiaient les militants communistes avec des agents soviétiques.

B. — *Raisons Politiques.* — Les oscillations de la politique étrangère de l'Union Soviétique gênaient le développement du Parti. Les communistes préconisaient le détachement des territoires orientaux (Ukraine, Russie Blanche). De même, et cela jusqu'à l'avènement d'Hitler, ils estimaient, sous la pression du Kremlin, que la Haute-Silésie, la Poméranie, et la province de Posnan devaient être annexées à l'Allemagne. Ce programme qui accordait à la Pologne moins que

ne lui avait reconnu Napoléon, en 1807, en créant le Grand Duché de Varsovie était inacceptable.

C. — *Désagrégation du P.C. par l'U.R.S.S. elle-même.* — Au cours des vingt années de son existence, le Parti a traversé plusieurs crises intérieures, consécutives à l'ingérence du Kremlin. Ses principaux dirigeants furent liquidés en Russie. Ne mentionnons ici que Hempel, Dabal, Zarski, Warski, et Leszczynski, Seuls MM. Bierut et Zawadzki avaient échappé au sort de toute la vieille garde communiste.

Chacune de ces purges bouleversait les militants communistes, provoquait des révoltes au sein de l'organisation, jusqu'en 1938, année où le le Komintern prononça la dissolution du P.C. polonais, sous l'accusation de trotskysme.

D. — *Activité du service de renseignements.* — L'Etat Soviétique exigea que le Parti Communiste se livre à l'espionnage. Nombre de militants abandonnèrent alors le Parti plutôt que de se plier à cette exigence.

## La guerre

La guerre trouva les communistes entièrement inorganisés. Le pacte Ribbentrop-Molotov du 23 août 1939, ainsi que l'occupation des territoires polonais par les troupes soviétiques commencée le 17 septembre 1939, avait déçu nombre d'entre eux. Et si plus tard, en 1942, une grande partie d'anciens militants se retrouvèrent dans le P.C.R. (Parti Ouvrier Polonais) créé sur ordre de Moscou, cela ne se passa pas sans hésitations ni scrupules.

De 1941 à 1944, deux centres communistes se formèrent : celui de Moscou, composé de jeunes intellectuels n'ayant aucune attache avec le mouvement ouvrier, celui de Pologne comprenant des militants communistes restés pendant la guerre dans leur pays. La composition sociale de chacun de ces groupes, ainsi que les conditions dans lesquelles ils évoluaient sont à l'origine du conflit qui apparaîtra ensuite.

## Origines de la crise actuelle

La différenciation des deux groupes était souvent soulignée par les communistes eux-mêmes qui se désignaient entre eux soit comme « nationaux », soit comme « étrangers ». En dépit de cette différenciation les rapports entre les deux groupes ne donnèrent lieu à aucun conflit aussi longtemps qu'ils furent liés par leur lutte commune contre les socialistes indépendants et le Parti Paysan de M. Mikolajczyk. En 1947, les communistes firent emprisonnés environ 300 militants socialistes démocratiques, avec Casimir Puzak, qui fut de 1920 à 1939 Secrétaire général du Parti Socialiste polonais (P.P.S.). Ils obligèrent M. Mikolajczyk à fuir à l'étranger ainsi que d'autres membres des organismes directeurs de son parti.

Chez les militants des partis communiste et socialiste officiels des tendances dangereuses pour l'Union Soviétique se manifestaient de plus en plus. Elles visaient à convaincre les militants que: 1°) la « voie polonaise » menant au socialisme diffère de la « voie russe » ; 2°) que cette première se distingue par sa façon pacifique d'édifier le socialisme ; 3°) que le P.P.R. (Parti Ouvrier polonais) se distingue de ses prédecesseurs — Parti Social-démocrate de Pologne et de Lithuanie et Parti Communiste de Pologne — précisément par son attitude favorable à l'égard de l'indépendance et de la souveraineté de la Pologne ; 4°) C'est par voie d'évolution que l'on obtiendra un régime transitoire situé entre celui d'Etat de l'U.R.S.S. et celui des démocraties occidentales.

Un état d'esprit nettement anti-soviétique accompagnait ces tendances, au sein même du P. P.R. En août 1948, un des membres du Comité Central disait :

« *Cet état d'esprit persiste encore à certains chaînons de notre Parti et nous nous trouvons constamment devant la nécessité de le combattre.* » Compte-rendu de la réunion, publié par la revue officielle du P.P.R. *NOWE DROGI* (Nouvelles Voies) t. II, p. 69.

## L'affaire Gomulka

La pression des militants de la base s'exerçait également sur le secrétaire général du parti, M. W. Gomulka et sur son entourage direct. Gomulka avait à son actif non seulement la lutte clandestine pendant la guerre, mais aussi de longues années d'activité dans le mouvement ouvrier.

Le conflit entre Belgrade et Moscou accusa les divergences entre le groupe « national » et les « étrangers ». Lors de sa première auto-critique — insuffisante d'ailleurs — M. Gomulka s'exprima ainsi :

« *Le problème yougoslave, le conflit qui s'est manifesté entre le Parti Communiste russe et le P.C. yougoslave m'a profondément frappé. J'en ai été épouvanté. Lors de l'évolution de la crise yougoslave, mon état d'esprit exprimait incontestablement une attitude de conciliation à l'égard de la direction du Parti communiste yougoslave ; il comportait ainsi qu'une certaine méfiance, un certain esprit critique à l'égard des formes tactiques de la lutte que le P.C. russe appliquait envers la direction du P.C. yougoslave.* » (cf. *Nouvelles Voies*, p. 41).

Enfin le 3 juin 1948, M. W. Gomulka avait prononcé, à la réunion du Comité Central, une conférence consacrée aux traditions du mouvement

## Notre but

**Le B.E.I.P.I. a pour but de faciliter le travail des membres de notre Association. Il leur apporte chaque quinzaine des études inédites, des documents révélateurs et des informations contrôlées sur la politique internationale notamment sur celle des pays du bloc soviétique, et sur le Communisme lui-même. Ces informations sont extraites en particulier des publications communistes du monde entier, ainsi que d'autres publications.**

**Tous les renseignements contenus dans le Bulletin sont publiés en vue de leur diffusion. C'est dire que nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur. D'autre part nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin. Adresser la correspondance à B.E.I.P.I., 354, rue Saint-Honoré à Paris (1er).**

ouvrier en Pologne, sujet qui n'avait pas été soumis à l'agrément du C.C. et du Bureau Politique. Or, il a souligné dans cette conférence que « *dans la question de l'indépendance de la Pologne le Parti Socialiste polonais (P.P.S.) avait fait preuve d'un grand réalisme politique* ». Aussi, voulait-il « *faire de ces belles traditions la base idéologique du nouveau parti unifié* ». (*Nouvelles Voies*, p. 18).

Cela suffit pour mettre le C.C. en état d'alerte. Le groupe de Moscou estima que cette conception anti-léniniste de l'histoire du mouvement ouvrier polonais, minimisait l'influence de la victoire de la révolution russe de 1917 dans le recouvrement de la liberté par la Pologne en 1918. Ainsi, les assertions historiques entièrement justes, formulées par Gomulka furent désignées comme « *un flagrant abandon des principes marxistes-léninistes, une véritable capitulation idéologique devant les traditions nationalistes du Parti Socialiste Polonais.* »

M. Gomulka répondit alors en motivant ses jugements historiques. La lutte entre le Bureau politique et M. Gomulka dura quinze jours au cours desquels il se décida prêt à abandonner le poste de secrétaire général du Parti. Mais à la fin de la seconde semaine il se plia devant le Politburo, accepta la résolution réprouvant ses conceptions relatives à l'histoire du mouvement ouvrier polonais. Il partit en congé et ce fut le général A. Zawadzki qui assista, à sa place, à la réunion du Kominform.

Or, à ce moment-là, le 28 juin 1948, le Kominform publia ses résolutions. Lors des conversations qu'il eut avec les membres du Politburo (avant et pendant son congé), M. Gomulka ne dissimulait pas sont point de vue à l'égard de ces résolutions. Il l'exprima lui-même ainsi :

« *Les réserves que j'ai formulées vis-à-vis de la résolution du Bureau d'Information concernaient la question qu'elle soulevait et qui avait trait à la collectivisation des fermes. Dès que j'ai pris connaissance du contenu de cette résolution, j'ai déclaré que la délégation du parti ouvrier polonais avait agi injustement en votant pour la partie de la résolution concernant la collectivisation ; c'était au Bureau Politique qu'il appartenait d'obtenir dans cette affaire la décision du Comité Central. Voilà ma première réaction à l'égard de la collectivisation. J'estimais que mettre en relief la question de la collectivisation, dans l'étape présente de notre développement, dans l'état actuel de la reconstruction de notre agriculture, de la préparation de l'industrie et des cadres techniques, lorsque les territoires recouvrés ne sont pas encore suffisamment aménagés et peuplés, ce n'est pas faire preuve de maturité politique ; j'estimais que dans cette situation le mot d'ordre de la collectivisation était erroné du point de vue tactique bien qu'il fut juste du point de vue du programme.* » (*Nouvelles Voies*, t. II, p. 43).

La bataille fut déclenchée. Comme M. Berman l'a avoué, le 2 septembre 1948, « *il y eut plusieurs dizaines de réunions du Bureau politique où régnait la plus grande tension idéologique et nerveuse* » (id., p. 114).

La situation devint tendue au point que le Politburo fut obligé, le 28 août 1948, de s'adresser à M. Bierut pour le prier de reprendre son activité politique comme membre du Comité Central et du Bureau Politique.

L'auto-critique de M. Gomulka ne fut jugée « suffisante » qu'à sa troisième expression. M. Bierut fut alors désigné au poste de secrétaire général du Parti. En relevant M. Gomulka de ses fonctions de secrétaire le Comité Central a souligné qu'il « *espérait que le camarade Wieslaw (nom de clandestinité de M. Gomulka) corrigerait ses erreurs et qu'il aiderait le Parti à réparer les dommages causés par l'attitude qu'il avait prise jusqu'alors* ».

En plus, sept autres membres du Comité Central — tous du groupe « national » — furent punis et notamment : M. Bienkowski — exclu du Comité Central ; cinq autres — MM. Kliska, Loga-Sowinski, Kowalski, Baryla, Korczynski — devinrent des membres suppléantts du C.C., le dernier, M. Moczar reçut « un sévère blâme ».

## Les épurations

De septembre 1948 jusqu'à la dernière réunion du Comité Central tenue en novembre 1949, plusieurs événements sont survenus qui auraient dû renforcer la position des communistes en Pologne. En effet, le Parti Socialiste polonais officiel (soumis au gouvernement) prit le 18 septembre 1948, pour plate-forme politique le marxisme-léninisme. Immédiatement après, il subit l'épuration : MM. Osubka-Morawski, Szwalbe, Rusinek, Hochfeld et plusieurs autres, tous anciens militants socialistes qui avaient dans la première période après la libération aidé les communistes, furent écartés des postes de direction. Sous la pression de M. Berman, eut lieu une « purge » chez les militants socialistes de base. 91.000 membres (soit environ 14 % des effectifs) pour la plupart des ouvriers furent exclus. A la suite de l'affaire Gomulka, le P.P.R. (parti ouvrier polonais) exclut 29.000 membres (soit 3 % des effectifs). Ce ne fut qu'après ces épurations que l'on procéda, le 21 décembre 1948, à l'unification des deux partis, sous le nom du Parti Ouvrier Polonais Unifié (P. Z. P. R.).

Au cours des mois suivants, on amorça la liquidation de M. Gomulka et de son groupe ainsi que des hommes qui avaient des attaches politiques avec eux. Le Ministère des Territoires Recouvrés étant supprimé, Gomulka perdit le portefeuille qu'il détenait jusqu'alors, ainsi que le poste de vice-Président du Conseil. Il fut nanti d'un haut poste à la Cour des Comptes. Ses camarades perdaient progressivement leur situation ou étaient placés à des postes plus insignifiants, sans aucune influence. Cependant, en dépit de tout, M. Gomulka représentait encore une force qu'il fallait craindre. Aussi, ne fut-il pas frappé comme Rajk, Kostov, ou d'autres. Il était sans doute plus fort qu'eux, les communistes eux-mêmes ayant tout fait, de 1945 à 1947, pour augmenter son prestige.

Mais la surveillance de la Bezpieka (police politique) s'est resserrée autour de lui. M. Dubien, son ancien adjoint, au Ministère des Territoires Recouvrés, fut emprisonné, accusé d'avoir été au service de la Gestapo à laquelle il aurait livré 6 personnes. D'autres militants furent incarcérés. Le problème des relations avec l'Eglise, et les difficultés économiques de toutes sortes créèrent des remous au sein du Parti. La question de l'indépendance de la Pologne ajoute au divorce entre le Politburo et certains militants.

## Le dernier Comité Central du Parti

M. Bierut n'a pas réussi à cacher un sensible affaiblissement du Parti lors du C.C. de novembre.

1°) le nombre global des membres du P.Z.P.R. a diminué de 70.000 personnes ; or comme il y eut de nouvelles adhésions, on peut conclure que 100.000 membres furent exclus, soit environ 7 à 8 % des effectifs ;

2°) Les exclusions massives ont nui à l'économie nationale. Aussi, M. Bierut demande que l'on mette fin à la fâcheuse pratique de licencier les personnes n'ayant plus la carte du Parti.

3°) La composition sociale du Parti unifié s'est modifiée. Le nombre d'ouvriers a baissé de 5 %, celui de paysans de 4 %, alors que celui de fonctionnaires a augmenté de 10 %.

En même temps on s'est aperçu de la présence dans l'appareil d'Etat des agents du service de renseignements anglo-saxon, des saboteurs et des provocateurs. Il est évident que quelqu'un devait en subir les conséquences. L'occasion s'est donc présentée pour liquider d'un seul coup deux affaires gênantes, M. Gomulka fut donc rendu responsable de la pénétration dans l'appareil d'Etat des agents allemands — pendant l'occupation, ensuite des agents anglo-saxons. Ses camarades, Spychalski, membre du Politburo et Kliszka, membre suppléant du C.C., jadis chef du bureau du personnel au secrétariat du P.P.R. furent accusés d'avoir « manqué de vigilance ». En conséquence ils furent éliminés du Comité Central, inéligibles à tous les organismes du Parti. Sans donc oser les réprouver comme « agents anglo-saxons », on choisit une liquidation progressive. Il fallait compter avec l'opinion, avec l'état d'esprit au sein même du Parti.

Ainsi, le groupe « national » fut vaincu, mais au prix d'une forte secousse et d'un sensible affaiblissement du Parti.

Le Politburo qui devait convoquer la réunion du C.C. était fort embarrassé pour effacer la mauvaise impression de la baisse des effectifs du Parti. On a donc synchronisé la nomination de Rokossowsky au poste de Maréchal de Pologne et de Ministre de la Défense Nationale avec la réunion du Comité Central. On a reçu le Maréchal avec enthousiasme, on l'a désigné membre du C.C. Cela n'étant pas suffisant, on a donné l'ordre à la Commission de Planification économique de « terminer » l'exécution du plan triennal, de sorte Bierut put frapper l'assistance par des chiffres et détourner ainsi l'attention du pays et de l'étranger des différents internes du Parti. Le Plan Triennal n'étant pas encore terminé, la Commission de la Planification Economique donna aux statistiques le coup de pouce indispensable (cf. *B.E.I.P.I.*, n° 18).

Rokossowsky et le plan triennal sauvaient donc la situation créée au sein du P.Z.P.R.

## Le triomphe du groupe «moscovite»

Ce fut donc un triomphe définitif du groupe « moscovite » de Berman. Contrairement à ce qui s'était passé dans d'autres pays, il était dès le début, fortement représenté dans les organismes supérieurs du parti. Sur 72 membres du Comité Central, un tiers était constitué par des hommes qui avaient passé la guerre à Moscou et reçu une solide formation idéologique. Sous ce rapport, ils sont certainement supérieurs aux « nationaux ». Le style des « nationaux » laisse beaucoup à désirer, il ne s'accorde pas avec les formules staliniennes. D'autre part, les « nationaux » se recrutent en majorité parmi les ouvriers, alors que dans le groupe « moscovite » prédominent les intellectuels instruits venant parfois de la grande bourgeoisie, industrielle ou commerciale.

Si 40 % des membres du Comité Central sont de formation « moscovite » ce pourcentage est encore supérieur dans le Politburo, où sur 11 membres, 6 ont passé plusieurs années à Moscou.

Il est donc intéressant de donner de courtes biographies de ces gouverneurs de la Pologne actuelle.

1°) *Berman Jacob*, 44 ans. Intelligent et réaliste. Fils d'un industriel, mécène des journaux sionistes en Pologne ; lui-même dans sa jeunesse appartint à une organisation sioniste de droite. Avant la guerre il dissimulait ses convictions : personne ne supposait qu'il fût communiste. Il n'a jamais été en contact avec le mouvement ouvrier. On croit qu'il fut un agent du service de renseignements soviétique. Ce fut seulement à Moscou, pendant la guerre qu'il se fit connaître comme communiste. Dès 1944, il occupa en Pologne le poste de sous-secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, Membre du Politburo, il est l' « éminence grise » du régime.

2°) *Minc Hilary*. Comme Berman, il est fils d'industriel, 43 ans. A terminé avant la guerre ses études économiques et travaillé à l'Office Central de Statistiques à Cracovie. Remarquable organisateur. A passé la guerre à Moscou. Il n'avait aucun contact avec le mouvement ouvrier avant la guerre, comme Berman. Après la guerre, il devint le « dictateur » de la vie économique de la Pologne. Minc serait le seul homme pouvant rivaliser avec Berman au sein du Politburo et du Comité Central s'il n'avait commis l'erreur, dans l'été 1947, à Prague, avec Cyrankiewicz, d'accepter le Plan Marshall.

3°) *Bierut Boleslas* : Président du Parti Ouvrier polonais unifié (P.Z.P.R.). Le *B.E.I.P.I.* a déjà donné sa biographie détaillée, à laquelle nous n'ajouterons que quelques renseignements complémentaires De la vieille garde communiste, active en Pologne dès 1918, ne restent en Pologne que lui et le général Zawazki. Il a passé une partie de la guerre dans la capitale soviétique, et ce fut seulement en automne 1943 qu'il fut parachuté dans les environs de Varsovie, dans le but d'organiser le Conseil National (Parlement communiste clandestin). Bierut est, au point de vue intellectuel, un homme très moyen, toujours docile à Berman qui lui prépare ses principaux discours. Il existait entre lui et Gomulka une vieille animosité née sous l'occupation, dûe à la lutte pour l'influence et l'ascendant dans le Parti.

4°) *Zawazki Alexandre*. Ancien mineur du bassin de Dabrowa, commença son activité vers 1920. Depuis 1930, il habitait l'U.R.S.S. Au cours d'une des épurations, il fut emprisonné, mis dans un camp où il contracta la tuberculose. Après sa libération, il devint officier du N.K.V.D. Dès la formation, en U.R.S.S., de l'armée « polonaise » de Berling, il devint remplaçant de ce dernier pour les affaires politiques. En 1944, il se trouvait à Lublin, après quatorze ans d'absence de Pologne, il fut nommé Préfet du département de la Silésie. D'intelligence médiocre, il représente le propagandiste-type formé dans les cours de militants. Actuellement, il dirige la centrale syndicale polonaise comptant environ 3 millions et demi de membres.

5°) *Zambrowski Roman*. Secrétaire du Parti. Du même âge que Berman, et son second. Son activité communiste date d'avant la guerre. Il a passé plusieurs années à Moscou.

6°) *Radkiewicz Stanislas*. Ministre de la Sûreté, 40 ans. Ancien instituteur primaire. A passé la guerre à Moscou. Comme Zambrowski, il est entièrement dévoué à Berman.

Les autres membres du Politburo ne représentent rien de particulier. Rappelons seulement que Joseph Cyrankiewicz, ancien secrétaire général du Parti Socialiste officiel (acquis aux communistes) et actuel deuxième secrétaire du P.Z.P.R., président du Conseil des Ministres dépend entièrement des bonnes grâces de Berman. Il peut être liquidé à n'importe quel moment, car il suffira de lui rappeler son passé social-démocrate et ses articles anti-soviétiques.

Jozwiak François, remplaçant de Radkiewicz au ministère de la Sûreté. Pendant la guerre, il occupait le poste de chef d'Etat-Major de l'armée populaire (organisation communiste clandestine). L'année passée, Berman s'en est servi pour déclencher l'attaque contre Gomulka pour ses « er-

reurs » pendant l'occupation. A la suite de cette attaque il entra au Politburo, (comme aujourd'hui Spychalski sera remplacé par Ochab du groupe « moscovite »). Jozwiack exerce le contrôle sur l'Association des Partisans de la Liberté et de la Démocratie qui groupe environ 400.000 membres.

Quant à Rapacki Adam, Ministre de la Navigation, 36 ans, sa carrière est assez mystérieuse. Prisonnier de guerre, de 1939 à 1945, il est resté dans un Oflag. Rentré de captivité, il hésitait à adhérer au parti socialiste, qu'il a enfin rejoint au printemps 1946. Peu avant la guerre, il avait terminé ses études de droit. Il n'a jamais eu aucune attache avec le mouvement ouvrier. Le dernier membre du Bureau Politique, Henri Swiatkowski est un ancien socialiste. Avocat. 50 ans. Pendant l'occupation allemande, il n'a pris aucune part au mouvement de la Résistance polonaise. Après la guerre, il devint communisant. Il est président de l'Association d'amitié Polono-Soviétique comptant 2.120.000 membres.

# ACTUALITÉ

# En Roumanie : ni bouger, ni partir

La prise définitive du pouvoir par le Parti Communiste en Roumanie en décembre 1948 (abdication du Roi Michel) a eu comme conséquences une série de mesures qui abolissent les libertés de l'individu. En têtes viennent les mesures qui limitent les possibilités de déplacement à l'intérieur du pays. Personne n'a plus le droit de s'établir au lieu de son choix. Ce sont les organismes d'Etat qui assignent les résidences fixées selon les nécessités du plan de production. Dans ce domaine on distingue trois catégories :

1°) les personnes qui ont une activité utile dans le cadre du plan de travail ; elles sont autorisées à résider au lieu de leur travail ;

2°) les personnes inutiles à la production (femmes, vieillards malades, enfants) ; elles sont autorisées à conserver leur ancienne résidence.

3°) les « oisifs », (fonctionnaires destitués, officiers épurés, propriétaires expropriés, industriels et commerçants dont les entreprises ont été nationalisées — 80 % des industries — 60 % des maisons de commerce). Toutes ces personnes forment une main-d'œuvre disponible selon les besoins de la production (60 % des travailleurs employés à la construction du canal Danube-Mer Noire proviennent de cette catégorie).

## Le déplacement des personnes à l'intérieur du pays

Aucun individu n'est autorisé à se déplacer à l'intérieur du pays sans l'autorisation de la milice. Les formalités nécessaires varient selon les catégories. Les premiers ont besoin d'une attestation de la maison qui les emploie. Les personnes de la seconde catégorie doivent justifier d'une raison de famille ou de santé. Quant aux « oisifs » ils ne se déplacent jamais. Ils sont *transférés*. Le déplacement individuel d'un « oisif » est qualifié par la juridiction populaire de crime de désertion. Le voyage non autorisé d'une personne qui fait partie du plan de production est considéré comme un délit de sabotage ; enfin toute personne autorisée à voyager doit se présenter dès son arrivée à la milice locale.

## Les départs clandestins

Toute personne qui, sans autorisation, est découverte dans une localité plus proche de la frontière hongroise ou yougoslave que de sa résidence habituelle, est soupçonnée d'avoir tenté de quitter la Roumanie clandestinement. Dans ce cas l'accusation considère qu'elle a tenté de soustraire un moyen de production à la République populaire et les peines varient de 3 à 12 ans de prison. Ces peines sont évaluées non pas en fonction des faits reprochés, mais selon l'importance de la perte économique qu'aurait subie le pays. Un ouvrier de la première catégorie, et un oisif, qui est à priori suspect d'hostilité au régime, auront droit au plein tarif, tandis que les inutiles ont des chances de s'en tirer avec une peine de 3 ans.

On peut concevoir combien une règlementation aussi sévère est, dès le départ, un obstacle à toute tentative d'évasion. Toutefois, ces mesures ne constituent qu'une infime partie des précautions policières prises par le régime.

Pourtant, le nombre des condamnés pour tentative de passage clandestin de la frontière demeure considérable. On estime qu'il dépasserait 50.000.

## Frontières infranchissables

Mais c'est la surveillance des frontières qui donne une idée des précautions extraordinaires prises par le régime pour empêcher les départs clandestins. Il n'est pas exagéré de dire qu'on est en présence d'une nouvelle muraille de Chine, avec cette différence qu'il ne s'agit pas d'empêcher l'irruption d'un ennemi éventuel sur le territoire roumain, mais d'interdire à quiconque d'en sortir clandestinement.

Sur une bande de terrain large de 50 mètres à proximité immédiate des bornes-frontières aucune culture n'est permise. Les arbres ont été abattus, pour permettre une visibilité parfaite. En arrière de cette zone, sur une distance de 500 mètres en profondeur, la culture du maïs est interdite, afin de supprimer toute cachette pour les fuyards. Sur une profondeur de 2 km. à partir de la frontière toutes les habitations ont été démolies, sauf celles qui sont occupées par les gardes.

Dans une zone de 15 à 20 km. de profondeur toutes les personnes suspectes ont été évacuées. Leurs demeures sont actuellement occupées par des agents de la milice, chargés de lui fournir tous les renseignements utiles. Entre 17 heures et 7 heures du matin les routes qui mènent à la frontières sont barrées à partir d'une distance de 20 kms. Quiconque, entre ces heures, se déplace sans autorisation commet une infraction.

## L'activité des patrouilles

Sur la frontière même, tous les 2 km. on trouve un poste de garde. Le personnel de chaque poste comprend dix hommes : le chef de poste, l'observateur qui occupe la tour de vigie et surveille les alentours, et quatre patrouilles de deux hommes chacune.

Les gardes frontières sont relevés toutes les trois heures pendant la nuit, toutes les six heures durant le jour. A des intervales réguliers, les patrouilles partent en expédition le long de la ligne frontière, à 500 mètres de distance l'une de l'autre. Au milieu du chemin, entre les postes fixes, elles rencontrent la patrouille du poste voisin, qui vient à leur rencontre. Les deux patrouilles échangent le mot de passe, qui est chaque jour différent, et que seuls connaissent les chefs de postes fixes.

C'est entre ces patrouilles que les fuyards doivent se faufiler, après avoir trompé la vigilance de la milice de l'intérieur qui surveille les sorties des villes ainsi que les gares des localités les plus proches. Les fuyards appréhendés à la frontière même, sont presque sans exception, fusillés.

## Autres périls au-delà des frontières

Les fuyards qui réussissent à se glisser entre les mailles de ce réseau et à déjouer tous les obstacles ne sont pas cependant une fois en terre étrangère, au bout de leurs peines. Il n'est pas question de fuir vers l'U.R.S.S., la Pologne ou la Bulgarie. Restent donc la Hongrie et la Yougoslavie qui demeurent les deux seules portes entr'ouvertes vers l'Occident.

Le première ne peut être qu'un pont vers l'Autriche. Or, le gouvernement hongrois a conclu en janvier 1949 un accord d'extradition aux termes duquel toute personne d'origine roumaine qui se trouverait en terre hongroise sans autorisation du gouvernement de Bucarest serait remise à la Milice roumaine.

En sorte que les 600 km. que les fuyards doivent franchir en territoire hongrois sont devenus pour eux une zone presque aussi dangereuse que la région frontière de leur propre pays. De fait, il n'y a eu pendant l'année 1949, que 50 Roumains environ qui sont parvenus en Autriche à travers la Hongrie.

La Yougoslavie semble à première vue une étape plus facile. Toutefois, les risques demeurent. Les évadés peuvent être purement et simplement refoulés sur le territoire roumain. Car Belgrade redoute que parmi eux ne se glissent des agents provocateurs. Ils peuvent être également échangés contre des agents de Tito détenus en Roumanie.

Si les autorités yougoslaves n'adoptent aucune de ces décisions, ils iront échouer dans un camp de concentration ou dans les mines. Toutefois, il leur reste dans ce cas une grande chance : quand ils seront jugés assez affaiblis pour ne plus constituer une main-d'œuvre utile, on les transférera dans un camp de travail proche de la frontière italienne, d'où on les laissera s'évader. Sur un total d'environ 1.400 réfugiés en Yougoslavie, 250 ont franchi le rideau de fer en 1949. Toutefois, il faut souligner qu'il s'agit surtout de personnes ayant quitté la Roumanie avant le 1er janvier 1949, car actuellement les frontières sont l'objet d'une surveillance si étroite que le nombre des évasions est devenu infime.

## La famille comme otage

Malgré ce luxe inouï de précautions policières, le gouvernement de Bucarest vient d'adopter tout récemment une nouvelle mesure de terreur. Il s'agit de l'arrestation de la famille du fuyard qui est décrétée coupable à priori, pour n'avoir pas dénoncé le « crime » qui se préparait. C'est le système des otages, dont l'efficacité est bien connue.

Ainsi le citoyen roumain est désormais un être qui occupe sur le territoire de son pays une place bien définie. A partir du moment où il la quitte sans autorisation préalable, il est en état d'infraction. Il commet un crime s'il tente de franchir les frontières. Quant aux passeports ils n'existent que pour les voyages officiels. Le nombre des voyageurs munis d'un passeport roumain est si limité que les trains qui franchissent la frontière, sont vides, à un compartiment près. Exception faite, bien entendu, pour les convois qui prennent la direction de la Russie, avec leur cargaison de déportés.

# ÉTUDE

# Aspects de la lutte Tito-Staline dans la crise du Parti Communiste grec

Après la défaite retentissante infligée par les troupes gouvernementales grecques aux partisans, il apparaît maintenant de façon claire que les différents épisodes de la lutte insurrectionnelle ainsi que la crise grave qui secoue le parti communiste grec sont des conséquences de la lutte qui oppose depuis 18 mois Tito et Staline.

## Victoires staliniennes

En octobre 1948, quelques mois après la condamnation du maréchal yougoslave par le Kominform, une crise violente se manifesta dans le commandement des partisans entre Markos et Zachariades. Le général Markos était manifestement en désaccord avec le Kremlin tant au sujet de la tactique militaire à employer qu'au sujet de la condamnation de Tito. Il craignait que la condamnation de Tito n'attirât l'hostilité de la Yougoslavie, qui était alors le principal soutien de l'insurrection. Et il était aussi sans doute séduit par l'indépendance qu'avait manifestée Tito, si l'on en juge par les commentaires favorables que n'a cessé de prodiguer depuis la radio yougoslave à l'égard du général Markos. En limogeant Markos, en octobre 1948, Zachiarades agissait donc sur l'ordre du Kremlin et cette éviction représentait la première victoire de Staline sur Tito.

Aussi lorsque, les 30 et 31 janvier 1949 se tint à Vitsi la 5e Assemblée Générale du Comité Central du Parti Communiste de Grèce, Zachiarades critiqua ouvertement l' « opportunisme de conventions » de Markos et de ses amis et proclama que « leurs efforts étaient condamnés d'avance dans l'impossibilité où ils se trouvaient de former une armée régulière, populaire, insurrectionnelle, capable de libérer la Grèce ».

A cette époque, les partisans venaient d'enregistrer d'indiscutables succès. Ils étaient parvenus à s'établir solidement dans la région de Vitsi dont ils avaient fait une base d'attaque très puissante, et, avec l'appui de leurs alliés des démocra-

ties populaires et de l'U.R.S.S. ils avaient porté des coups très graves aux troupes gouvernementales, notamment à Karditsa, Naoussa et Karpenisi. Aussi cette 5e Assemblée Générale s'était-elle tenue dans un climat d'euphorie; et Zachariades, Secrétaire Général du P.C. grec affirma sa conviction que la « libération » du peuple grec pouvait être acquise en 1949, année de la lutte décisive et des résultats définitifs de la lutte populaire insurrectionnelle.

Cette déclaration était d'un optimisme naïf car dans le même temps l'armée gouvernementale grecque se réorganisait sous les ordres du Général Alexandre Papagos, et dans le propre camp des rebelles la crise entre titistes et orthodoxes, loin d'être terminée par le limogeage de Markos, allait reprendre avec plus d'acuité encore.

## Rivalités

Après sa victoire contre Markos, Zachiaradès se préoccupa des slavo-macédoniens qui représentaient une partie importante et un facteur décisif de « l'armée démocratique ». Dans sa résolution à la 5e Assemblée Générale de janvier 1949, le Parti Communiste grec était revenu au mot d'ordre de la « Macédoine unie et indépendante » dans le but de la soustraire à l'influence de Tito qui avait réussi à se créer de nombreux agents parmi les slavo-macédoniens depuis 1944.

Une lutte âpre et sournoise opposa pendant 6 mois, de janvier à juin 1949 les agents de Staline à ceux de Tito, lutte pleine d'intrigues, de ruses, de meurtres. Pour contrecarrer l'influence titiste qui se manifestait au sein de la N.O.F. parmi les éléments macédoniens, Zachariades créa en mars 1949 l'organisation communiste de la Macédoine et de l'Egée (la K.O.Ai.M.). Mais Tito réussit par l'entremise de ses agents à noyauter la K.O.Ai.M. et à disloquer toutes les organisations staliniennes qui s'y rattachaient.

Alors commença à partir de juin 1949 une épuration intérieure vigoureuse qui déchira les troupes insurrectionnelles. De nombreux slavo-macédoniens qui appartenaient à la K.O.Ai.M. ou à la N.O.F. et qui tenaient un rôle de premier plan dans la lutte insurrectionnelle, durent s'enfuir en Yougoslavie ; d'autres furent arrêtés et disparurent. Et le journal *Niepokoren*, organe de la N.O.F. qui avait une large audience dans les milieux macédoniens fut suspendu par Zachariades.

## L'exploitation de la défaite

Pendant le même temps, les troupes gouvernementales infligèrent des échecs décisifs aux partisans à Kaïmaktchalan et au Vitsi. La défaite ne pouvait plus faire de doute pour le P.C. grec et Zachariades mieux que quiconque ne pouvait pas l'ignorer. C'est pourtant le moment où il affirma que le Grammos serait la « tombe du monarcho-fascisme ». Paroles grandiloquentes que Zachariades employa pour des raisons tactiques comme un atout contre la Yougoslavie. Si Zachariades, qui savait la défaite certaine, continua néanmoins la lutte jusqu'au désastre du Grammos en affirmant sa certitude de la victoire, c'était pour ensuite pouvoir affirmer que les partisans n'avaient été battus qu'en raison de la « trahison de la Yougoslavie ».

L'attitude d'hostilité à la Yougoslavie fut si nette qu'au moment de la défaite du Grammos, les dirigeants du P.C. grec donnèrent à leurs troupes l'ordre d'évacuer en Albanie et en cas d'impossibilité de se livrer à l'armée grecque plutôt que de se retirer en Yougoslavie. Des blessés de la région de Prespa furent fusillés pour avoir voulu être transportés en Yougoslavie. Furent également fusillés les Slavo-macédoniens qui, réfugiés en Albanie, avaient tenté de passer la frontière albano-yougoslave. Et comme le P.C. grec avait besoin de trouver des responsables à sa défaite et qu'il avait besoin que ces responsables fussent des titistes, Zachariades vaincu, en parlant aux débris de son armée repliée à Boureli, en Albanie, demanda avec acharnement l'exécution des chefs de la N.O.F. : Mitrovsky, Rakovsky, Gotchev, etc...

Déjà, grâce à la complicité des autres démocraties populaires Mitrovsky, Rakovsky, Artchova, Partsalides et une dizaine d'autres ont été arrêtés en Hongrie ou en Tchécoslovaquie. Nul doute qu'ils ne soient promis à un grand procès, à moins qu'ils ne soient liquidés purement et simplement, comme responsables de la défaite.

Car le Kremlin entend utiliser la défaite grecque comme arme contre Tito. Il veut persuader l'opinion des démocraties populaires que c'est à cause de la « trahison de la Yougoslavie » que la Grèce a été ravie de l'aire communiste.

## Controverse de propagande

Le P.C. Yougoslave a déjà pris les devants et en une série de violents articles de la *Borba* (1) critique vigoureusement l'attitude de Zachariades dans la lutte du P.C. grecque pour la libération nationale. Il lui reproche ses erreurs à propos des atrocités et des otages (2), ses erreurs de conceptions dans l'organisation de l'armée, son opportunisme dans la question du Front populaire et dans les modalités de la prise du pouvoir. Il lui reproche d'avoir suivi une politique nationaliste et antimarxiste dans la question macédonienne et il l'accuse de trahison dans ses rapports avec les « impérialistes anglais » pendant la lutte contre l'hitlérisme.

Beaucoup d'observateurs occidentaux sont facilement enclins à spéculer sur la rivalité Tito-Staline et s'imaginent que le communisme de Tito est une sorte de communisme édulcoré. Les critiques véhémentes du P.C. yougoslave à Zachariades témoignent au contraire de l'outrance des positions yougoslaves dans la voie du marxisme-léninisme.

Il n'y a aucune chance pour que les critiques yougoslaves empêchent la thèse stalinienne de se développer. Et Zachariades poursuit de son côté sa propre justification en accusant Tito de trahison. Dans une brochure intitulée « *Une situation nouvelle, des devoirs nouveaux* » (3), en contradiction flagrante avec ses propres déclarations de janvier 1949, il écrit :

« *Ce serait une erreur que de poursuivre, dans la situation nouvellement créée, la lutte armée dans laquelle le P.C. grec n'aurait aucune chance de succès et qui ne pourrait qu'aboutir à la catastrophe. Prolonger le combat équivaudrait à poursuivre la tactique erronnée préconisée jadis par le Général Méziris, membre de l'Etat-Major du temps de la première résistance de l'ELAS. En effet, Méziris,* conseillé par Tito, et malgré l'avis contraire du Parti, *a repoussé l'accord de Varkiza signé en* 1945 *et il s'est engagé dans la guerre civile* ».

Et plus loin Zachariadès écrit :

« ... *Tito visait à l'affaiblissement du Parti grec pour lui ôter toute force réelle... Il agissait*

(1) *Borba* des 29, 30, 31 août et 1er octobre 1949, articles reproduits en une brochure éditée par *Le Livre yougoslave* « *Le Parti Communiste de Grèce dans la lutte de libération nationale* ».

(2) Atrocités et otages reconnus par Zachariades lui-même dans le rapport du Comité Central du P.C. grec de juillet 1945.

(3) De larges extraits en ont été publiés par le *Rude Pravo* du 14 décembre 1949.

*dans l'intérêt des impérialistes anglo-américains et des monarcho-fascistes, de même que dans son propre intérêt...*

*... Dès cette époque, agissant par le truchement de Tito et de Méziris, Churchill a essayé de pousser le P.C. grec vers une aventure douteuse... La 2e session plénière du C.C. du P.C. grec, ayant analysé la situation politique a décidé le 12 février 1946 d'organiser une nouvelle lutte contre l'armée monarcho-fasciste afin de préserver le peuple d'un écrasement total. La promesse de Tito qui s'était engagé à soutenir à fond les partisans grecs a été le facteur déterminant de cette importante décision... La trahison de Tito en 1948-1949 a amené le P.C. de Grèce à modifier la tactique après la bataille sur le front Vitsi et dans les Monts Grammos. »*

Il n'est point besoin d'être exégète pour découvrir toutes les contradictions que renferment ces explications. Comment faire admettre que la trahison de Tito ait pu faire modifier la tactique en fin 1949 alors qu'en janvier 1949, Zachariadès affirmait sa certitude de la victoire, 6 mois après la « trahison de Tito » ? Il est clair que la défaite de la Grèce doit désormais être utilisée contre Tito, l'objectif de lutte n° 1 pour le Kremlin. Déjà avant que la défaite ne fût consommée, le *B.E.I.P.I.* avait fait remarquer que Moscou attachait plus d'importance au schisme de Tito qu'à l'insurrection grecque.

Aujourd'hui cette défaite apporte un élément nouveau dont on peut tenir pour assuré qu'il sera exploité au maximum par le stalinisme, dans sa lutte accrue contre le maréchal yougoslave.

# DOCUMENT

## Une prison soviétique secrète en plein Vienne

*L'ARBEITER ZEITUNG* de Vienne du 17 janvier publie en première page le récit d'un rescapé d'une prison soviétique secrète que les Russes avaient installée dans le 4e arrondissement de Vienne, c'est-à-dire presque en plein centre de la capitale d'Autriche ; cet arrondissement est situé dans la zone soviétique d'occupation. Voici ce que raconte ce rescapé :

*« ... De passage à Vienne en automne 1948, je marchais le long de l'une des rues du 4e arrondissement. Tout en déambulant je remarquai derrière moi la présence de deux civils qui semblaient me suivre. Brusquement les deux hommes m'encadrèrent et me déclarèrent en mauvais allemand que j'étais en état d'arrestation. Abasourdi, je me laissai enfourner dans une auto qui tous stores baissés me conduisit jusqu'à un immeuble de la Plösslgasse (n° 8) devant lequel un soldat armé montait la garde.*

*« ... Enfermé dans la cave avec d'autres citoyens autrichiens j'appris quelques détails sur la maison dans laquelle nous étions enfermés. C'était une maison appartenant au baron de Rotschild* (suit la description du corridor et des « cellules » dans lesquelles étaient enfermés les « détenus »).

*« ...Durant les 400 jours que je passai dans cette maison de la Plösslstrasse, j'appris ce qu'étaient l'uniformité et l'ennui. Réveil à 4 heures du matin. Permission de quelques secondes aux W.C. et au lavabo. Un morceau de pain et un quart d'eau bleuâtre (soupe de poissons ou aux choux ? je ne le sais toujours pas).*

Le rescapé fait ensuite le récit des interrogatoires qu'il dut subir et qui avaient lieu parfois une fois en un mois, parfois trois fois par jour, interrogatoires, qui commençaient invariablement par cette question :

*« ... Pour le compte de qui espionnez-vous ? Qui vous envoie ? Quelle est votre mission ?*

*... Comme j'ignorais absolument tout ce que l'on voulait de moi, je ne pus jamais répondre d'une façon « satisfaisante ». On commença donc à ponctuer mon interrogatoire de coups de poings et de pieds. Je restais parfois sans pouvoir bouger et l'on me rapportais alors dans ma cellule couvert de sang et de bleus...*

*Après chaque interrogatoire je devais signer ce que l'officier avait écrit en caractères cyrilliques totalement incompréhensibles pour moi....*

*« ... Par mes camarades j'appris bientôt que la maison dans laquelle nous nous trouvions servait de « prison de réception » pour les gens arrêtés comme moi pour des raisons inconnues. Les interrogatoires servaient à préciser si ces gens devaient être livrés à la police secrète et transférés à Baden. Certains « accusés » étaient « jugés » sur place. On pouvait lire sur les murs des cellules des inscriptions dans le genre de celle-ci : « 17 juin 1948, aujourd'hui j'ai été condamné à la déportation en Sibérie. »*

*« ... Durant mon passage à la « maison », j'ai rencontré des hommes de toutes les nationalités. Beaucoup de D.P. d'origine soviétique enlevés dans d'autres zones d'occupation.*

*« ... Je compris bientôt qu'on m'avait arrêté en me prenant pour un autre... l'officier-instructeur dût le comprendre également car on me transféra dans une autre cellule où l'on me donna à manger une grosse assiette de Polenta. « Plus vite tu seras rétabli, plus vite tu sortiras. Alors, manges » me dit le gardien... Je mangeai donc. Quelques jours plus tard l'officier-instructeur me demanda : « Où étiez-vous ces derniers mois ? » Des camarades m'avaient fait la leçon. Je répondis donc : « Je ne m'en souviens pas ». « C'est parfait. Vous êtes un garçon raisonnable », me dit l'officier. Et je fus relâché. »*

*L'ARBEITER-ZEITUNG* fait suivre ce récit des commentaires suivants, résultant d'une enquête faite dans le quartier par un rédacteur du journal:

*« ... Des voisins ont vu de chez eux, amener et sortir des hommes encadrés par des gens armés. Ils ont entendu des cris, particulièrement la nuit. Ils ont même vu un jour un homme essayant de s'enfuir et abattu par l'un des gardiens. »*

*« ... La maison du 8 Plösselgasse est actuellement vide. Notre rédacteur l'a visitée. La description donnée par le rescapé est exacte, point par point. Il ne fait aucun doute que l'homme a dit la vérité. Nous laissons aux autorités gouvernementales le soin de faire une enquête plus approfondie sur ce qui s'est passé à la Plösselgasse. »*

# LES PAYS DU GLACIS SOVIÉTIQUE

## HONGRIE

## Les déviations de György Lukacs

De tous temps les journaux slovaques ont porté un vif intérêt à la Hongrie et aux affaires intérieures hongroises dont le déroulement n'est pas sans exercer une influence considérable sur les intellectuels slovaques. Aussi n'est-il pas étonnant de trouver dans la *PRACA* du 13 janvier le texte intégral d'une condamnation pour déviationnisme du célèbre écrivain communiste hongrois, M. G. Lukacs, condamnation publiée dans la *SZABAD NEP*, de Budapest, par M. Marton Horvath au nom du P.C. hongrois. Trois raisons nous ont incité à en reproduire les extraits :

1) M. Lukacs joue un rôle de tout premier plan aussi bien dans la littérature contemporaine en Hongrie, que parmi les intellectuels du Parti ;

2) L'article que nous reproduisons ne fait pas mystère de ce que nombre d'écrivains hongrois partagent les idées déviationnistes du susnommé;

3) Le cas de Lukacs est présenté comme un avertissement aux écrivains et poètes slovaques.

« *Le camarade Lukacs a écrit textuellement en* 1946 : « *La démocratie populaire n'a pas supprimé et d'ailleurs n'a nulle intention de supprimer la structure capitaliste de notre économie.* » *Après que Nagy et sa clique ont été démasqués, en avril* 1947, *Lukacs a analysé comme suit les différences selon lui fondamentales entre l'évolution de l'U.R.S.S. et celle des démocraties populaires :* « *Ces deux formes sont différentes l'une de l'autre aussi bien par leur base que dans leur principe même. La grande révolution de* 1917 *a aboli le capitalisme et en l'espace d'une génération a instauré une nouvelle société sans classe. Le principe de la démocratie populaire — tant chez nous que dans les pays voisins — vient à peine d'être mis en application, mais même lorsque seront réalisés les objectifs que cherchent à atteindre les pays de démocratie populaire, l'Etat démocratique et populaire n'a pas l'intention de s'attaquer au régime de production capitaliste.* »

« *La deuxième erreur dont nous sommes, à des degrés différents, tous responsables, résidait dans notre acharnement à faire ressortir non pas la similitude, la ressemblance entre l'évolution de l'U.R.S.S. et l'évolution de notre démocratie populaire, mais les différences qui séparent les deux régimes. Mais Lukacs n'aurait-il commis que cette faute-là que nous avons tous commise ? Que non. Pour se disculper Lukacs fait observer que pour des raisons de tactique le Parti lui-même ne parlait pas de socialisme à cette époque. Nous lui objecterons qu'il y a une grosse différence entre ne pas prôner le socialisme pour des raisons tactiques, et renier le socialisme comme l'a fait le camarade Lukacs.* »

Voici maintenant une autre serie d'erreurs, celles-là se rapportant à la suprématie, contestée par l'écrivain Lukacs, de la littérature soviétique :

« *Il est de plus en plus évident que la source des errements du camarade Lukacs, ainsi que de nombreux de nos écrivains, réside dans une incompréhension de la culture soviétique et du réalisme socialiste... Or, Lukacs se réclamant d'une phrase banale puisée dans Marx et Engels a écrit :* « *Il ne se trouve pas toujours qu'à une situation économique supérieure de la société corresponde une littérature, un art, une philosophie supérieurs.* »

Et de reprocher à Lukacs son admiration de la littérature et de l'art bourgeois et l'estime qu'il porte à Thomas Mann en lequel il voit le « *poète le plus représentatif de notre temps* ».

## Mathias Rakosi contre les paysans

Le discours que Mathias Rakosi a tenu à la première Conférence des stations de machines agricoles et des Coopératives, semble être le point culminant de la lutte intensive contre les koulaks dont la presse hongroise a rendu compte.

Il ne s'est guère passé de jours sans que les journaux de publient les noms de 8, 10, 15 koulaks, de toutes les régions du pays, condamnés à la prison et à des amendes très importantes et souvent à la confiscation de leur fortune.

Le *Szabad Nép* du 18 janvier décrit en détail comment Mihaly Kalman, koulak, ayant 50 hectares, a caché du grain, des pommes de terre, etc.

Le journal de la population hongroise en Transylvanie *Vilagossag* (Clarté) critique avec énergie l'attitude des gens du village de Bogartelek, qui prétendaient que « *la lutte des classes est superflue dans notre village, car nous n'avons pas de koulaks parmi nous.* » Le syndicat agricole local, par contre, cite les noms de plusieurs paysans et paysannes qui ont pris une attitude indigne de citoyens d'une République Populaire.

Le discours de Rakosi a été longuement commenté. Dès la première phrase, Rakosi a constaté que les Coopératives agricoles en Hongrie ont prouvé que cette voie est la seule voie juste. « *Nous sentons tous,* a dit l'orateur. — *que la paysannerie commence, enfin, à suivre la voie des ouvriers industriels, et par conséquent, que les forces actives déjà dans les usines, sont en état d'accélérer l'évolution socialiste dans les villages.*»

« *La paysannerie subjuguée peut enfin se développer librement dans les coopératives, et chaque membre d'une communauté agricole est convaincu qu'il jouit de l'entier concours de l'Etat, du Parti et de l'Union Soviétique toute puissante.* »

Le vice-président du Conseil a longuement parlé du « danger koulak » et a surtout exigé une vigilance accrue pour que les koulaks ne puissent pas s'infiltrer dans les organisations d'achat des produits agricoles.

# Ce que les Hongrois doivent lire dans leur presse

## Concernant l'Union Soviétique

Le *Magyar Nemzet* (Nation Hongroise) du 19 janvier, dans un article intitulé : « *Les chiffres parlent* » démontre, que la situation économique de l'Union Soviétique va s'améliorant à grands pas.

Vis-à-vis de 1948, la production industrielle de l'U.R.S.S. a augmenté de 20%, en comparant les résultats de 1949 avec ceux de 1940, l'augmentation est de 41 %. 20 % de marchandises ont été mises en circulation de plus que l'année précédente.

## Concernant les États-Unis

Le même article cite les chiffres concernant les Etats-Unis. Il écrit que la population de Pittsbourg avait en octobre 1949 une capacité d'achat réduite de 30 % par rapport à 1948 et celle de Détroit de 16 %.

L'article du *Magyar Nemzet* cite encore A. Manukian qui dans les *Temps Nouveaux* écrit qu'aux Etats-Unis la production industrielle est tombée de 22 %, le revenu du capital de 21,5 %, la production du charbon de 31 % et les transports de marchandises de 20 %.

# La police réorganisée devient autonome

Un nouveau décret n° 4.353-1949 décide la création d'un « Etat dans l'Etat », donnant une autonomie complète à la politique politique, la G. P. U. hongroise. Le paragraphe 1 précise que les deux organismes responsables de la « Sécurité de l'Etat », l'un connu sous les initiales A. H. V. (Allamvédelmi Hivatal) dépendant du Ministère de la Guerre et remplissant la tâche de « Garde Frontière », seront unifiés et deviendront une organisation *complètement autonome* et indépendante de tout ministère.

Cette nouvelle Police de Sécurité sera soumise directement au Conseil des Ministres et son chef sera nommé par le Conseil Suprême de la République Populaire Hongroise.

Le paragraphe 6, du décret dit encore que l' « Organisation pour la Sécurité de l'Etat » possèdera un budget spécial, et figurera dans le budget comme unité indépendante.

Le paragraphe 5, prévoit l'armement et la militarisation de cette Organisation, « *les membres de cette organisation seront sur pied d'égalité avec les officiers de l'armée et dans ce cadre aussi, les officiers, les sous-officiers et les soldats auront à faire un service de trois ans.* »

Ce décret prouve :

1°) qu'il paraissait nécessaire aux autorités communistes de former une sorte de Milice spéciale pour « renforcer la sécurité et la discipline », en plus de l'armée régulière.

2°) Que les mesures imminentes dans la lutte contre la religion et la lutte contre la paysannerie ont éveillé un écho si violent qu'une police politique plus draconienne et encore mieux tenue en main s'est montrée nécessaire.

---

# La propagande communiste auprès des femmes

Les journaux hongrois publient chaque jour des nouvelles concernant le rôle important de la femme dans tous les domaines.

Le *Magyar Nemzet* (Nation Hongroise) du 20 janvier écrit que 65 % des conducteurs de tramways sont des femmes, tandis qu'un tiers des conducteurs de trolleybus ont des conducteurs du sexe féminin. Le journal traite le thème du travail des femmes dans des articles quotidiens.

Le *Szabad Nép* du 14 janvier commente d'une manière détaillée le film soviétique : « Membre du Gouvernement ». Le film décrit l'évolution d'une femme, Alexandra Sokova, dans le cadre du système socialiste.

Le *Magyar Nemzet* du 14 janvier publie un interview de Mme Imre Papp, la première femme qui travaille comme imprimeur en Hongrie.

# POLOGNE

# La nouvelle bureaucratie

Il y a trois ans le gouvernement polonais lançait le mot d'ordre de l'émulation au travail, repris par toute la presse. Ce mouvement fut suivi par celui des « novateurs » et des « rationalisateurs ». Tout ceci a fait couler beaucoup d'encre, sans donner cependant les résultats escomptés, si l'on s'en rapporte aux critiques incessantes des dirigeants syndicaux. Enfin, le dernier mot d'ordre est l'économie des matières premières que doivent réaliser les travailleurs.

Nous avons déjà eu l'occasion de citer des chiffres à ce sujet. Ces chiffres établis sur le plan de l'entreprise, puis sur le plan régional et national, impliquent un travail de spécialistes chargés d'établir des statistiques, des graphiques etc...

En fait, c'est la création d'une nouvelle bureaucratie. Celle qui est chargée de mettre en fiches les exploits des stakhanovistes. D'où l'inévitable multiplication de la paperasserie. A ce sujet la presse polonaise se fait l'écho des difficultés qui surgissent. Voici par exemple ce qu'écrit la *TRIBUNE DU PEUPLE* du 14 janvier 1950 :

« ... *Prenons par exemple* — écrit l'auteur du reportage — *le questionnaire n° 2 qu'il faut remplir en quatre exemplaires. On ne peut pas se servir de papier carbone, les colonnes étant trop exigües, les chiffres deviennent illisibles. Il faut donc transcrire quatre fois chiffres et calculs.*

« *Combien de temps vous faut-il pour remplir le questionnaire n° 2 ? demandons-nous au camarade H. chargé de l'émulation dans la mine « Myslowice ».*

« — *Dix jours environ, répond-il.*

« *Pour faire face à ses nouveaux devoirs le camarade H. doit descendre, au cours d'un mois, 14 fois au fond de la mine pour contrôler les résultats de l'émulation, donner des conseils, des indications aux émulateurs.*

« — *Je deviendrai ou comptable ou professeur de calligraphie, se plaint-il. Nous sommes débordés par la paperasserie.* »

L'établissement dans l'industrie textile de « livrets d'épargne » chargés de noter les économies réalisées, pose des problèmes analogues. La *RZECZPOSPOLITA* (La République) du 13 janvier 1950 souligne que l'établissement d'un tel livret a rencontré de sérieuses difficultés :

« ... *Une fois le livret établi* — lisons-nous dans la suite de l'article de la *République* — *les tisseurs reçoivent les relevés individuels des écheveaux pour la fabrication de tissus d'une espèce donnée. Les calculs seront effectués au moment où le tissu sera enlevé du métier.* »

Nous passons sur d'autres détails qui témoignent de la multiplicité des manipulations comptables qu'exige le nouveau système d'épargne. Le passage cité suffit pour comprendre que désormais toute usine textile sera obligée d'occuper plusieurs personnes dont la seule activité consistera à vérifier, calculer, mesurer le travail des autres.

C'est l'épanouissement du règne de la bureaucratie.

# Sanctions graves envers la Fédération Syndicale de l'Alimentation

La centralisation syndicale, inaugurée par le Congrès de la C.G.T. polonaise de juin dernier, porte déjà ses fruits. En effet, le secrétariat du Conseil Central Syndical vient de suspendre de ses fonctions le bureau de la Fédération de l'Alimentation. La *TRIBUNE DU PEUPLE* communiste, du 16 janvier 1950, qui publie cette décision précise que, malgré l'avertissement de l'organisme suprême, le bureau fédéral « n'a pas changé son style d'activité » et qu'il s'est rendu coupable de plusieurs méfaits, à savoir :

« *Le bureau fédéral n'a pas appliqué les méthodes de critiques et d'autocritique ; en plus, il ne transmettait pas aux organismes inférieurs les directives données par les organismes supérieurs.* »

Les dirigeants de la Fédération de l'Alimentation sont accusés de « *n'être pas restés en liaison avec les masses, d'avoir négligé leurs intérêts* », etc... Mais la véritable raison de cette sanction réside dans le fait que la Fédération s'est montrée récalcitrante aux méthodes d'immixtion communiste dans les affaires syndicales, ses membres refusant de suivre les nouveaux mots d'ordre. Le bureau fédéral se voit reprocher son insuffisante « *action éducative* » ses lacunes « *dans le travail idéologique et politique ainsi que dans la formation des responsables de la Fédération.* »

Dorénavant toute Fédération, tout syndicat qui répudieront le « *nouveau style de travail* » imposé par le P.C. seront frappés, dissous, au nom « du travail collectif » qu'il préconise.

# La mise au pas des membres de l'enseignement

Pour conquérir la jeunesse qui représente l'avenir, il est indispensable, dans les régimes totalitaires de mettre au pas les membres de l'enseignement. En Pologne, l'offensive dans ce domaine vient de commencer.

La *RZECZPOSPOLITA* (La République) du 12 janvier 1950 consacre un article à ce sujet sous ce titre significatif : « *La transformation de l'enseignement exige que le mode de travail des professeurs soit modifié de fond en comble.* »

Il s'agit d'un compte-rendu consacré au Congrès de la Fédération de l'Enseignement. Celui-ci a constaté qu'il convenait de renforcer « *la vigilance révolutionnaire, arme contre l'ennemi de classe, directement liée à l'attitude idéologique des enseignants* ».

En conclusion, le Congrès a mis en relief la nécessité qu'il y a :

« *pour tous les membres de la Fédération de s'assimiler les principes du matérialisme dialectique et historique, ainsi que de la méthode dialectique qu'il convient d'appliquer dans la pratique scolaire, dans l'enseignement à tous les échelons, ce qui facilitera pour le corps enseignant la réalisation de nouveaux programmes basés sur les principes marxistes-léninistes.* »

## ROUMANIE

# L'utilisation de l'histoire

Dans toute la République Populaire roumaine on a fêté le centenaire de la naissance du grand poète roumain Mihail Eminesco.

Des délégations venues de l'Union Soviétique, de la Hongrie et d'autres républiques étaient présentes à cette fête. L'Académie de la République et toutes les institutions ont tenu des séances solennelles le 15 janvier 1950. Des manifestations similaires ont eu lieu dans tout le pays.

« *Une exposition « EMINESCO » ouverte le 15 janvier à Bucarest a voulu montrer à la population roumaine :*

— *La trahison de la bourgeoisie.*

— *La défaite de révolution bourgeoise-démocratique de 1848.*

— *La constitution de la monstrueuse coalition bourgeoise-paysanne qui a « réduit le peuple ouvrier à l'esclavage » à cette époque.* »

(**Scanteïa,** 12-1-1950).

Les communistes ne perdent aucune occasion de faire de n'importe quel événement un moyen de propagande en leur faveur. Cette fois-ci ils ont exploité le mécontentement du poète qui voulait une situation meilleure pour son pays, qui à cette date (1878-80) venait à peine de recouvrer son indépendance.

# La littérature soviétique est la première

Des conférences de plus en plus nombreuses organisées par le parti communiste roumain, ont lieu à Bucarest pour souligner, l'importance de la littérature russe et soviétique.

Dans une de ces conférences tenues le 12-1-1950, le camarade Mihail Novicov, secrétaire de l'Union des Ecrivains roumains, a dit :

« *La littérature classique russe a été la plus avancée du XIX^e siècle.*

« *L'apparition du prolétariat a posé des problèmes que la littérature classique russe n'était plus en mesure de résoudre. On sentait la nécessité d'une nouvelle méthode de création, la méthode du réalisme socialiste*

« *Les grandes idées de notre époque sont exprimées par la littérature soviétique, littérature qui a un énorme rôle éducati*

« *Les écrivains de la R.P.R. apprennent dans cette littérature l'humanisme socialiste, la plus grandiose conquête de la civilisation humaine.* »

**(Scanteïa,** 14-1-1950)

# Le refus des livres russes

Le peuple roumain refuse de lire les livres traduits de la littérature russe qui dans les derniers temps ont paru en grand nombre, surtout à l'occasion de l'anniversaire de Staline. En conséquence, l'éditeur du « Livre Russe » appelé autrefois « Le Livre Roumain » se voit forcé d'annoncer une forte réduction des prix de ces livres destinés à « *élever l'esprit roumain* ». Ainsi le 14-1-1950 *SCANTEIA*, le journal officiel du Parti Communiste roumain, annonce :

« *Dans le but d'offrir les œuvres importantes de la littérature russe et soviétique dans les meilleures conditions et à des prix accessibles aux travailleurs, « Le Livre Russe » a réduit à nouveau le prix de ses éditions, sans que leur présentation soit modifiée. Ainsi le prix d'un roman de l'écrivain soviétique Solohov a été réduit de* 185 *à* 100 *lei et celui de Fadeev de* 150 *à* 80 *lei.* »

## La mobilisation des femmes

Un autre moyen de bolchévisation du pays sera bientôt mis en œuvre. La mobilisation de toutes les femmes pour la paix, a été déjà décidée. Dans les réunions qui auront lieu dans toutes les villes et villages de la Roumanie, dans toutes les entreprises et institutions, seront exposés les problèmes qu'elles doivent résoudre.

Les femmes devront lutter pour la paix et agir contre les fauteurs de guerre anglo-américains, pour améliorer le sort des malheureuses femmes des pays capitalistes, marshallisés et colonialisés. Cette lutte aura trois étapes.

« *Dans la dernière étape, des réunions auront lieu dans toutes les communes du pays, réalisant de cette façon une large mobilisation des femmes dans la lutte pour la paix, la démocratie, et l'indépendance nationale dirigée par la Grande Union Soviétique.* »

« *La campagne atteindra son apogée le* 8 *mars* 1950, *le jour international de la femme* ».

**(Scanteïa,** 8-1-1950)

## Le régime des loyers

On sait que les communistes ont aboli la propriété, et que les appartements ont été mis à la disposition de tous ceux qui ont déclaré avoir besoin d'une habitation. Ainsi dans un appartement composé de 6 chambres, le propriétaire a pu garder une chambre, les autres ont été réparties à d'autres citoyens (communistes bien entendu).

Les étrangers qui se sont installés dans l'appartement se sont considérés eux-mêmes comme propriétaires des locaux. Après quelques temps les vrais propriétaires n'ont pu continuer à payer le loyer et les impôts parce que les nouveaux locataires refusent de le payer ou de contribuer aux charges des locaux occupés. L'Etat se voyant ainsi dépourvu des revenus, a dû imposer à tous ces locataires des obligations et spécialement celle de payer à temps loyer, lumière, combustible, eau, sinon ils seront sous la menace de les évacuer.

Les réfractaires aux dispositions fixées seront punis pour délit de sabotage annonce *Scanteia* (11-1-1950).

# YOUGOSLAVIE

# Un procès monstre à Belgrade ?

A la suite d'un article du chef des émigrés communistes yougoslaves paru dans le journal bulgare *Robotnicesko Delo*, la *PRACA* paraissant à Bratislava (Slovaquie) a publié d'intéressantes « révélations » sur les préparatifs faits à Belgrade en vue d'un procès sensationnel où figureraient, en qualité d'accusés, deux anciens membres du C.C. du P.C. yougoslave, Andrija Hebrang et le général Zujovic. La *PRACA* du 6 janvier écrit :

« *Zujovic et Hebrang souffrent dans les prisons de Tito pour être restés fidèles au peuple yougoslave et à l'Union Soviétique et pour avoir pris une attitude hostile envers la bande trotskiste de Tito. Dès le début de* 1948, *la clique de Tito a nommé une commission de contrôle du Parti pour examiner l'activité des camarades Zujovic et Hebrang. Les membres de cette Commission étaient : B. Neskovic, un ancien protégé du quisling serbe Nedic, Ivan Gosniak* (1) *dont les acti-*

(1) Tous deux membres du Comité Central du Parti.

*vités d'espion en Espagne républicaine ont été démasquées au procès de Budapest, et V. Tomsic, un ancien espion de l'Italie fasciste. Dans ces conditions il n'est pas étonnant que le rapport présenté par cette commission ne contienne que des commérages et des hypothèses bâties sur le sable quant à une prétendue activité anticommuniste des camarades Zujovic et Hebrang. La clique de Tito prépare actuellement un procès monstre contre ces camarades. Les nouvelles parvenues de Zagreb indiquent que 400 témoins, anciens « oustachis », actuellement en prison pour des crimes commis sous l'occupation, seraient appelés à la barre. »*

Si l'annonce du procès Hebrang-Zujovic est est exacte, et c'est vraisemblable, elle montre à quel point Tito est passé maître dans les manifestations à grand spectacle et dans les parodies de justice à la manière soviétique.

Quoi qu'il en soit, un fait est certain : Tito a fait arrêter Hebrang, Zujovic, les confidents de Moscou à Belgrade, dès avant son exclusion du Kominform. Agés tous deux de 50 ans, Hebrang et Zujovic ont joué un rôle de tout premier plan pendant la résistance 1941-45 et au lendemain de la guerre. Ministre de l'industrie et membre du présidium de l'Assemblée Nationale, membre du C.C., Hebrang était un des chefs les plus en vue parmi les communistes croates. Zujovic (qui possède une culture française pour avoir fait une partie de ses études en France) est un ancien ministre des finances et ex-membre du C.C. du P.C. yougoslave.

# TCHÉCOSLOVAQUIE

## Des communistes de marque épurés

C'est de Londres que nous parviennent des précisions sur l'épuration en cours parmi les dignitaires du P.C. tchécoslovaque. Selon la revue mensuelle tchèque *DEMOKRACIE A SOCIALISMUS* du mois de janvier, les personnes suivantes auraient été arrêtées ou limogées à Prague :

« *Le 8 décembre... le* Rudé Pravo *a annoncé que le Comité Central du Parti avait décidé de relever de ses fonctions M. Vilém Novy, le rédacteur en chef du* Rudé Pravo *pour relâchement de la vigilance bolchévik. Les nouvelles qui nous sont parvenues de Prague font état de l'arrestation de plusieurs communistes de premier plan dont E. Klinger, chef de la section de presse au ministère des Affaires Etrangères, Oskar Kosta et Stanislas Budin, hauts fonctionnaires du même ministère, Eugène Loebl, vice-ministre du commerce extérieur et Milan Reimann, directeur du cabinet du Président du Conseil.* »

D'après la revue londonienne, les susnommés seraient accusés de déviation de droite. D'autres le seraient de gauchisme :

« *On peut être accusé, par ailleurs, d'une trop grande ardeur. Ainsi E.-F. Burian, rédacteur en chef du* Kulturni politika (1) *qui a cessé de paraître. Or, E.-F. Burian dont on ne peut mettre en doute le dévouement au parti, à dû reconnaître dans son dernier article, qui ressemble plutôt à une nécrologie, qu'un des principaux défauts de sa revue a été d'avoir voulu aller* trop loin, *par crainte de ne pas aller* assez loin. »

(1) Hebdomadaire littéraire communiste. M. Burian est un célèbre metteur en scène, directeur d'un théâtre à Prague, et chef des émissions théâtrales de la radiodiffusion tchèque.

## Les sociétés par actions ont vécu

L'Office national de la Statistique vient de puplier (série IV, année II, n° 23) le bilan des sociétés par actions ayant fonctionné pendant l'année 1948. Commentant les chiffres de l'O.N.S. tchécoslovaque, la revue *HOSPODAR*, du 12 janvier, apporte quelques précisions intéressantes que voici :

« *Cette statistique montre bien la rapide disparition des sociéts par actions dès* 1948, *et la part, désormais insignifiante que celles-ci représentent actuellement dans notre économie nationale. La société par actions avec ses caractéristiques traditionnelles est morte. Alors que, avant la guerre, le capital déclaré de nos sociétés par actions se chiffrait par* 9 *milliards de couronnes, en* 1948 *il n'atteignait plus que* 0,4 *milliard de couronnes. Il s'en suit que sur le plan matériel également les sociétés par actions ont perdu leur importance d'autrefois.* »

Est-il même nécessaire d'ajouter que le 0,4 milliard de capital déclaré en 1948 représente à peine 0,1 milliard de couronnes au prix de 1938, c'est-à-dire un peu plus de 1 % du montant d'avant-guerre. Les rares sociétés en activité au 1er janvier 1948 ont été, en majeure partie, nationalisées depuis le coup d'Etat de février de la même année.

« *A la date du* 1er *janvier* 1948 *on a dénombré* 189 *sociétés par actions dont* 98 *seulement ont pu être englobées dans le bilan général. En effet, sur les* 91 *autres sociétés,* 9 *n'exerçaient plus aucune activité,* 44 *autres venaient d'être nationalisées,* 20 *étaient des filiales de sociétés étrangères et* 16 *n'ont pas fourni leur propre bilan annuel. Toutes ces* 189 *sociétés ne comptaient plus que* 6,317 *employés, c'est-à-dire une fraction négligeable de la population active.* »

**Nous rappelons à nos membres en retard dans le paiement de leur cotisation qu'elle est fixée à 1.500 francs (6 mois), 3.000 francs (12 mois). Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris 7241-06, ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.**

# LA VIE EN U.R.S.S.

## Ce que sont les élections

Le gouvernement soviétique a décidé que les prochaines élections au Soviet Suprême de l'Union Soviétique auront lieu le 12 mars.

« *Ces élections,* écrit la *PRAVDA* du 11 janvier, *sont un grand événement politique dans la vie de tout le peuple soviétique.* » La campagne électorale qui va commencer « *pose devant le Parti, les Soviets et toutes les organisations publiques d'énormes tâches. Il est nécessaire de déployer un grand travail polique de masse pour expliquer la signification des élections, montrer clairement aux électeurs la prééminence du système socialiste sur les régimes capitalistes, les grands succès de notre pays dans tous les domaines de la construction du communisme, obtenus sous la direction du Parti de Lénine-Staline.* »

L'article porte comme titre : « *Le système électoral le plus démocratique du monde* ».

Bien qu'on soit habitué à de pareilles affirmations, on ne trouvera pas mauvais de les rapprocher d'un passage de l'article de Malenkov paru dans la *PRAVDA* du 21 décembre dernier, à l'occasion des 70 ans de Staline et qui disait ceci :

« *Si notre pays est le pays de la dictature du prolétariat et si la dictature est dirigée par un seul parti, le parti des communistes, qui ne partage pas et ne peut pas partager le pouvoir avec d'autres partis, n'est-il pas important pour nous de découvrir et de corriger nous-mêmes nos erreurs, si nous voulons aller de l'avant.* »

Ce qui reste à démontrer en somme, c'est que la dictature d'un parti, à l'exclusion de tous autres, équivaut à une démocratie parfaite.

Du règlement relatif aux élections, publié par la presse soviétique du 11 janvier, nous ne reproduisons que ces deux articles :

« ... Article 1. — *En application de l'article* 134 *de la Constitution de l'U.R.S.S., l'élection des députés au Soviet Suprême de l'U.R.S.S. se fait sur la base du suffrage universel, égalitaire et secret.*

« ... Article 57. — *En application de l'article* 141 *de la Constitution de l'U.R.S.S., les candidats au Soviet Suprême sont présentés par les circonscriptions électorales ;*

« ... *Ont le droit de présenter des candidats toutes les organisations sociales et associations de travailleurs : les organisations du parti communiste, les syndicats professionnels, les organisations coopératives, les associations de jeunesse et les associations culturelles.* »

L'article 57 est évidemment la négation la plus catégorique de l'article 1er, puisque le droit de présenter des candidats n'appartient qu'à des organisations communistes ou dominées par le parti communiste (il n'en existe pas d'autres en U.R.S.S.) : contrairement à l'article 1er le suffrage n'est donc ni général ni égal, et l'on se demande pourquoi il a besoin d'être *secret*. Tout cela n'empêche point la propagande officielle de chanter l'éloge de la « démocratie soviétique » et de montrer tout la « turpitude » de la démocratie dite bourgeoise :

« ... *Prenons les lois électorales des « démocraties bourgeoises » qui proclament dans leurs constitutions la « liberté du suffrage universel ». Dans certains pays, ces lois éliminent dès le départ un grand nombre de citoyens. Les femmes sont exclues d'office, l'âge des électeurs est fixé très haut, entrent en ligne de compte également le degré d'instruction et le niveau social, etc... Dans les pays bourgeois dont les lois ne restreignent pas formellement le droit des électeurs intervient alors le « mécanisme électoral qui crée pour les classes laborieuses des conditions insupportables et restreint en fait les droits de ces citoyens.* »

**(Izvestia,** 11 janvier).

Un long article publié par les *IZVESTIA* du 13 janvier précise à qui appartient la direction de la campagne électorale :

« ... *La campagne électorale est dirigée par la Commission Centrale électorale qui est constituée par les représentants des syndicats professionnels, des organisations coopératives, des organisations du parti communiste, des organisations de la jeunesse, des associations techniques et culturelles et de toutes les autres associations déclarées et enregistrées conformément à la loi ; présentent également des délégués, les unités d'armée, les kolkhozes, les sovkhozes, etc...*

Cette Commission se trouve donc, on s'en doutait, entre les mains du Parti Communiste, *parti unique*, ce qui, pour les *IZVESTIA*, est infiniment plus réjouissant que la situation dans les pays capitalistes, ainsi décrite :

« ... *Il est inutile de répéter ce que le monde entier n'ignore pas, que dans les pays capitalistes les élections sont dirigées par les « as » de la finance et les magnats industriels.* »

« ... *La bourgeoisie proclame hypocritement le droit de chacun de mener campagne pour son candidat, mais ce droit n'est en fait que le droit des riches car sous le règne des riches les travailleurs ne peuvent user des salles de réunion, de la presse et de la radio.* »

Les lecteurs soviétiques ne sauront probablement jamais à quel point le Parti Communiste en France, qui n'est pas précisément au gouvernement, peut se servir de la presse, de la radio, des préaux d'écoles et de maintes autres salles de réunion que certains partis dits bourgeois obtiennent souvent moins facilement que lui. Le droit électoral soviétique comporte encore d'autres avantages :

« ... *Le règlement relatif aux élections en U.R.S.S. prévoit que tout candidat ayant reçu la majorité absolue des voix dans sa circonscription est élu. C'est-à-dire que tout candidat ayant reçu plus de la moitié des bulletins déclarés valables est élu. Grâce à ce système le député est réellement le représentant de la majorité, l'élu du peuple* ».

Un tel système est évidemment supérieur à celui qui prévaut dans d'autres pays comme

l'Angleterre et les Etats-Unis, où les candidats peuvent se faire élire à la majorité relative :

« ... *Un tel système est antipopulaire et n'exprime pas la volonté populaire mais la dénature.*»

Les *IZVESTIA* oublient seulement de dire que, relative ou absolue, cette majorité est acquise après une confrontation où les candidats du gouvernement ont à rendre compte de leur gestion devant des contradicteurs qui peuvent s'exprimer librement sans avoir à redouter la prison.

Les élections soviétiques sont d'ailleurs une excellente occasion pour la caste régnante d'imposer à toute la population laborieuse un nouvel effort et de nouveaux sacrifices. Dès le 13 janvier, sous le titre : « *Emulation en l'honneur des élections* », les *IZVESTIA* écrivent ceci :

« ... *Un nouvel accroissement de l'émulation socialiste, un nouvel effort de la part des millions de travailleurs en l'honneur des élections serviront au succès de la cause et à l'achèvement avant terme du plan quinquennal stalinien d'après-guerre ; ils permettront également de réaliser les grands projets et de résoudre les grands problèmes dont nous a parlé le camarade Staline dans son discours préélectoral du 9 février* 1946. »

# Les contrats collectifs en Union Soviétique

Pendant qu'on discute ici des contrats collectifs destinés, comme on sait, à améliorer la condition ouvrière, voyons ce qu'ils sont en U.R.S.S. où justement l'organe des syndicats soviétiques, *TROUD*, nous en donne un aperçu.

Rien ne saurait mieux en donner un idée que le compte-rendu ci-dessous d'une réunion du présidium du Conseil Central des syndicats, publié dans le numéro du 10 janvier de ce journal :

« *Le Présidium du SCPUP a décidé d'effectuer en janvier-février* 1950 *une vérification générale portant sur l'exécution dans toutes les entreprises de l'Union Soviétique des contrats collectifs en* 1949 *et la conclusion de nouveaux contrats pour l'année* 1950.

*Le Présidium du SCPUP a exprimé sa certitude de voir toutes les organisations syndicales concentrer toutes leurs forces pour veiller à l'exécution des conventions collectives conclues pour* 1950, *le renforcement de l'émulation socialiste, l'accroissement de la productivité du travail, le développement de l'activité et de l'initiative productive des travailleurs et l'exécution des plans domestiques pour* 1950. *Le Présidium est également convaincu que les organisations syndicales veilleront à l'amélioration du sort des travailleurs.* »

Comme on le voit, l'amélioration de la condition ouvrière vient en queue de toute une série d'obligations auxquelles sont astreints les travailleurs et qui pèsent lourdement sur leurs épaules.

# Promenade de la mort en Sibérie

L'auteur de l'autobiographie dont sont tirés les fragments ci-dessous, Nikolaï Didenko, existe encore. C'est un D.P. récemment arrivé aux E.U. Nous avons enquêté et vérifié ce qui pouvait être vérifié, nous garantissons donc l'authenticité des lignes qui suivent. Didenko eut une place prééminente dans le procès monstre de Korosten (1937) où furent jugés les « saboteurs du rail » et qui reçut une très grande publicité dans la presse soviétique. Il se retrouva quelques mois plus tard à la prison politique d'Alexandrovsk près d'Irkoutsk en Sibérie.

Lorsque Iejov fut épuré et exécuté par Staline en 1938, un certain nombre de ses victimes et parmi elles Didenko furent libérées et renvoyées chez elles. C'est à cette chance que Didenko doit sa liberté actuelle aux E.U. et la possibilité de publier son livre.

D'après **Plain Talk.**

« *Le seul endroit de la prison d'Alexandrovsk où les prisonniers pouvaient se voir et parler était l'établissement de bain.* 100 *hommes de différentes cellules ensemble !* 15 *à* 20 *minutes pour se baigner ! L'une des plus grandes joies des prisonniers ! Lorsque nous quittions la douche nous connaissions toutes les nouvelles de la prison. Nous pouvions également entretenir une certaines correspondance avec des amis des cellules éloignées des nôtres.*

« *Au cours de l'une de ces séances récréatives de bain j'entendis dire que l'administration de la prison cherchait des ingénieurs ferroviaires et des spécialistes en construction. Affectation inconnue et secrète. Travailler voulait dire : supplément de soupe et de poisson sec, autrement dit bonne aubaine pour les prisonniers. Quelques jours plus tard la rumeur était confirmée et je fus appelé au bureau de la Section Spéciale où un colonel m'interrogea sur mes connaissances techniques. Il semblait s'intéresser particulièrement à l'organisation des transports et du trafic militaire. Le ton du colonel était courtois ; il m'appelait par mon nom et patronyme, politesse à laquelle je n'étais plus habitué depuis longtemps. Cet interrogatoire poli et correct me sembla anormal après tous ceux que j'avais subi dans les prisons soviétiques.*

« *Après l'interrogatoire je fus transféré dans une nouvelle cellule abritant déjà deux locataires: un ingénieur des mines nommé Fedorchenko et un vieil ami à moi appelé Igor Stepanenko qui avait été instructeur à l'Institut Moscovite des Transports ferroviaires.*

« *Mes nouveaux compagnons de cellules m'apprirent que mon transfert chez eux signifiait que j'allais être employé à un travail quelconque. «Oui, ils vont nous faire travailler » ajouta Stepanenko de sa profonde voix de basse, « mais à quoi ? et combien de temps ? Dieu seul le sait ». Et après quelques minutes de silence : « Vous semblez heureux à l'idée de travailler, de sortir d'ici pour quelque temps, mais vous ne vous rendez pas compte que vous vous engagez dans une promenade de la mort... » — « Quelle promenade de la mort ? » lui demandai-je. Stepanenko me fixa pendant quelques instants avec des yeux pleins de tristesse et de compassion, puis il poursuivit : « Je vais vous parler comme je parlerais à mon propre fils. Je vais vous dire tout ce que je sais de la « Promenade de la mort ». Voyez-vous, depuis que je suis prisonnier, j'ai dirigé bien des travaux dans bien des contrées de la Russie : des installations militaires dans les Monts Ourals, des terrains d'aviation en Extrême-Orient, des usines près de Chita à la construction desquelles pri-*

*rent part 20.000 prisonniers politiques... Tous les travaux étaient conduits par des hommes comme vous et moi, condamnés à un temps de prison... Tous ont péri... Ils leur faut donc chercher de nouveaux spécialistes...* » — « *Mais pourquoi dites-vous « Promenade de la mort ?* » — « *Vous n'avez donc pas compris que c'était là le nom que donnent les victimes elles-mêmes au sort qui les attend ? Les travaux achevés, tous ceux qui y ont participé s'en vont en une colonne interminable vers la mort qui les attend, car les « employeurs » les exterminent sans pitié et quel que soit leur nombre.* »

« *Le mode d'extermination est très simple : les travaux finis, le N.K.V.D. annonce qu'un nouveau travail est entrepris quelque part à proximité. Ils font creuser une galerie souterraine suffisamment vaste pour contenir tout le monde... puis on lâche du gaz dans la galerie... on bouche les entrées avec de la terre, on plante des arbres et le tour est joué. Cette méthode a plusieurs avantages : destruction des hommes devenus inutiles... l'essai des gaz qui serviront peut-être dans une guerre future, et enfin la sauvegarde des secrets militaires; tous ceux ayant pris part à des travaux militaires furent achevés à Chita, 10.000 hommes furent exterminés de la sorte. Le colonel Gridin du N.K.V.D. supervisa le massacre. Dans la taïga j'ai assisté à la même expérience : 5.000 hommes furent liquidés sous l'œil froid et indifférent du même colonel Gridin...*

« *Ceux qui comme moi n'ont pas péri parce que pouvant encore servir n'ont cependant aucun espoir de sortir vivant de la prison. J'ai été condamné à 5 ans de prison. Je suis enfermé depuis 7... Je vivrai encore quelques années puis devenu inutile ou impotent, je connaîtrai à mon tour la « Promenade de la mort » ...* »

## Chauvinisme et championnat d'échecs

Le championnat féminin mondial d'échecs, qui vient de se terminer à Moscou, a vu quatre Russes occuper les premières places. Voici comment, sous le titre : « *Brillante victoire de la culture d'échecs soviétique* », les *IZVESTIA* du 20 janvier commentent ce nouveau Stalingrad :

« *Les résultats du tournoi d'échecs demontrent clairement que celui-ci ne fut pas simplement une lutte entre les plus forts et les plus faibles joueurs d'échecs mais bien le combat victorieux de la culture d'échecs soviétique, populaire et progressive sur l'école décadente des Américains et des Occidentaux.*

« *Les résultats démontrent une fois de plus au monde entier la force invincible du mouvement populaire et soviétique des échecs.* »

Jusqu'ici, à en croire la propagande bolcheviste, seul le nationalisme « bourgeois » était capable de tirer un tel parti d'une simple compétition sportive.

# LE COMMUNISME EN EXTRÊME-ORIENT

## L'U.R.S.S. contre les États-Unis au Japon

Sous le titre : « *Le Japon et les plans de l'impérialisme américain* », les *IZVESTIA* du 17 décembre s'efforcent de mettre en relief l'action américaine au Japon. L'auteur de cette étude s'attache surtout à montrer que du fait de la victoire communiste en Chine, l'économie japonaise a perdu une grande partie de ses débouchés :

« *Tout le monde sait que le commerce extérieur jouait un rôle énorme dans l'économie japonaise d'avant-guerre. Et dans ce domaine, l'exportation. Celle-ci se trouvait sur le continent asiatique et avant tout en Chine. La Mandchourie, la Chine et le Kouang-Toung intervenaient pour près de 30 % dans le commerce extérieur du Japon...*

*Les autorités d'occupation américaines empêchent le Japon de faire un commerce normal avec la Chine, c'est-à-dire le principal débouché japonais. L'économie japonaise s'en ressent lourdement... Les Américains s'efforcent d'isoler artificiellement le Japon du continent asiatique et de le transformer en une barrière américaine sur la côte orientale de l'Asie.* »

L'article indique ensuite que, les Américains n'étant pas désireux d'ouvrir les U.S.A. aux marchandises japonaises, à l'exception de la soie, essayent de canaliser, par une fixation artificielles des prix, les produits japonais vers les marchés généralement impartis à la Grande-Bretagne :

« *Il est intéressant de constater que les autorités américaines ont supprimé tout dernièrement la limitation minimum des prix pour l'exportation des marchandises japonaises à l'exception de la soie naturelle. De cette façon les Américains ont accru les possibilités de la concurrence japonaise sur tous les marchés à l'exception des marchés américains. Cette mesure inquiète particulièrement les britanniques. Car les marchés les plus menacés sont ceux de la livre sterling : Australie et Asie sud-orientale. Evidemment les britanniques prennent toutes les mesures contre le dumping japonais. Finalement c'est sur le Japon que va se répercuter la lutte anglo-américaine pour les marchés asiatiques ainsi que l'approche de la crise économique aux U.S.A.* »

La conclusion de cet article agite le spectre des « *forces nationalistes émancipatrices* » des nations asiatiques :

« *Le caractère impérialiste de la politique américaine vis-à-vis du Japon est plus qu'évident : les expansionnistes américains veulent se servir du Japon comme d'un tremplin et du peuple japonais comme « chair à canon » pour leur aventure guerrière en Extrême-Orient. Cependant les américains surestiment leur force et sous-estiment par contre la force du mouvement national des peuples de l'Asie y compris du peuple japonais.* »

IMP. UNION, 13, RUE MÉCHAIN, PARIS-XIVe LE GÉRANT : BERNARD DE BRÉVEDENT ,354 RUE ST-HONORÉ, PARIS-Ie